



## LES FAITS SAILLANTS DE LA CMPRC: DIMANCHE 15 MARS 2015

La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des risques de catastrophes (CMPRC) a poursuivi ses délibérations, dimanche, à travers tables rondes ministérielles, plusieurs séances de travail et des discussions de la Grande Commission sur le texte d'un cadre post-2015 pour la PRC. Les délégations nationales ont fait des déclarations au cours d'un échange de vues général qui a eu lieu toute la journée. Beaucoup d'autres événements organisés par et pour la communauté de la PRC ont eu lieu dans et autour du lieu de la réunion, y compris une présentation de l'édition 2015 du Rapport d'évaluation mondial sur la PRC.

### LA GRANDE COMMISSION

Dans la matinée, la Grande Commission s'est réunie en session informelle consacrée à l'examen de la coopération internationale. Les points de vue des délégués ont divergé quant à la nécessité d'un financement "prévisible et additionnel", de nombreux pays en développement soulignant que le cadre du texte est descriptif et qu'il ne se réfère pas à la source de ce financement. Plusieurs pays industrialisés n'étaient pas de cet avis, soulignant que les sources de financement doivent être abordées. Divers pays industrialisés ont soutenu la disposition régissant le transfert de technologies à des conditions mutuellement convenues (CAC), tandis qu'un certain nombre de pays en développement s'y est opposé, arguant que la disposition des CAC imposerait des conditions sur le transfert de technologie. Les discussions sur les aspects des transferts financiers et technologiques de la coopération internationale ont ensuite été transférées à des discussions "informelles".

Les délégués ont également abordé la question des responsabilités communes mais différenciées (RCMD). La principale source de discordance a porté sur le point de savoir dans quelle mesure le changement climatique pouvait être considéré comme contribuant à la nécessité de renforcer les mesures de PRC. Plusieurs pays industrialisés ont souligné que le principe de responsabilités communes mais différenciées ne devait pas être évoqué dans le cadre de la PRC. Les pays en développement ont déclaré que le principe des RCMD est un pilier central du développement durable et du droit international. Aucun accord n'a été atteint et des discussions sur cette question ont été également transmises à des "consultations informelles".

Les délégués devaient ensuite examiner, entre autres points, les préoccupations concernant une référence à "la responsabilité", la PRC dans les pays "sous occupation étrangère" et le libellé portant sur les mécanismes internationaux. Ils ont convenu de supprimer les crochets autour des "PEID", reconnaissant leur situation particulière.

Dans l'après-midi, la Commission a poursuivi ses discussions informelles sur les sept propositions d'objectifs mondiaux relatifs à la PRC, discussions modérées par Wayne McCook (Jamaïque). Au sujet de la réduction de la mortalité en cas de catastrophe, en 2030, certains délégués ont réitéré l'importance de se concentrer sur des objectifs mesurables et concrets, tandis que d'autres ont préféré une formulation qualitative. Le terme "par

habitant" est devenu une préoccupation, certains citant le risque d'imposer un fardeau supplémentaire aux citoyens des pays en développement, tandis que d'autres ont souligné l'existence, dans le texte, d'éventuelles contradictions entre les objectifs nationaux et mondiaux. Après concertations, les délégués ont convenu de "réduire substantiellement la mortalité mondiale en cas de catastrophe en 2030, et visent à réduire la moyenne par 100 000 de la mortalité mondiale, durant la période 2020-2030 par rapport à la période 2005-2015".

Au sujet d'un objectif possible, pour la coopération internationale, visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre la PRC, la Commission s'est ajournée pour poursuivre les discussions dans une séance "informelle informelle ouverte" exploratoire. Le modérateur McCook devait rapporter, en fin de la journée, que certains progrès y ont été accomplis sur la reconnaissance de la nécessité d'efforts et d'un soutien à ces efforts nationaux. Il a demandé un délai supplémentaire pour des discussions ouvertes à tous.

Le Comité a décidé de convoquer, de nouveau, la réunion informelle, dans la soirée, pour y poursuivre les discussions sur le préambule et la coopération internationale.

### L'ECHANGE DE VUES GENERAL

Les délégations nationales ont donné, toute la journée, des déclarations officielles à la conférence. Le Pakistan a accueilli avec satisfaction une proposition de créer un Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les risques de catastrophes, et a indiqué que l'assistance technique et financière devrait être accordée sur la base de "l'indice de vulnérabilité" du pays concerné. Le délégué des Philippines a déclaré que son actuelle présidence de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) offrait une occasion de faire progresser l'intégration de la prévention des risques de catastrophe et du programme de gestion avec le secteur privé. La Suède a appelé à renforcer la protection des écosystèmes tels que les forêts, les zones humides, les mangroves et les récifs coralliens, pour les services qu'ils rendent à l'humanité en tant que base pour la résilience environnementale et climatique. La Nouvelle-Zélande, citant l'expérience du tremblement de terre de Christchurch en 2011, a déclaré que la sensibilisation du public, une forte résilience du secteur de l'entreprise et des niveaux élevés de couverture d'assurance, avaient soutenu la reprise.

Beaucoup de délégations ont parlé de leurs actions nationales dans le domaine de la PRC et ont souligné l'importance de l'année 2015 en tant qu'année critique pour la finalisation de nombre de cadres multilatéraux.

### LES TABLES RONDES MINISTERIELLES

**Reconstruire après les catastrophes - reconstruire en mieux:** Numan Kurtulmus, vice-premier ministre, Turquie, a présidé cette table ronde du matin, commençant par un partage de l'expérience de son pays face aux catastrophes naturelles et dans la fourniture d'une assistance humanitaire durant la crise syrienne actuelle. Plusieurs pays ont souligné que "Reconstruire en mieux" (RM) ne porte pas seulement sur la construction physique, mais également sur les composantes sociales, économiques et culturelles de la résilience, la Malaisie soulignant les savoirs traditionnels, et la Chine, l'importance

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Richard de Ferranti, Nicole de Paula Domingos, Ph.D., Marlene Grundstrom, Tallash Kantai, et Delia Paul. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IISD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette conférence a été fourni par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IISD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IISD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la Troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe peut être jointe par courriel à <delia@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

d'une "approche axée sur l'être humain". L'Islande et la Nouvelle-Zélande ont mis en exergue l'importance du secteur de l'assurance en tant que partenaire. La France a souligné que construire bien dès le début est mieux que RM après les catastrophes. Madagascar a mis l'accent sur la collaboration régionale et Sud-Sud en tant que facteur clé pour l'amélioration de la notion de RM. Le Malawi, suivi par plusieurs participants, a souligné que "transformer une tragédie en un succès" nécessite l'établissement d'un lien entre les programmes de reconstruction et la planification plus large du développement. Grenade a souligné le besoin d'une planification pour avant et après l'événement, précisant que les plans post-événement exigent des objectifs de rétablissement à court, moyen et long termes. La Thaïlande a parlé de sa législation nationale régissant la gestion des catastrophes qui a été renforcée suite au tsunami survenu en 2004 dans l'océan indien, et a plaidé pour des programmes de secours et de récupération basés localement. De nombreux participants ont souligné la nécessité d'approches inclusives, et ont souligné l'importance de la mise en place de mécanismes institutionnels appropriés pour la conduite de la RM, ainsi que de mécanismes de financement prévisibles, à travers la coopération internationale.

**La coopération internationale à l'appui d'un cadre post-2015 pour la PRC:** Rajnath Singh, ministre de l'intérieur, Inde, a modéré cette séance de l'après-midi.

De nombreux orateurs ont appelé à une coopération internationale permettant de répondre aux besoins de mise en œuvre de la PRC, certains pays en développement sollicitant une assistance financière et technique. Plusieurs ont également demandé l'inclusion de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile, dans les discussions sur la PRC. Un certain nombre de pays, dont le Bhoutan, le Laos, la Slovaquie, les Îles Cook et le Pérou, ont présenté des exemples de la coopération internationale spécifique requise pour la mise en œuvre de stratégies nationales et régionales de PRC.

Le Japon a réaffirmé la contribution de 4 milliards de dollars accordés par son pays aux efforts fournis en faveur de la PRC, au titre de la période 2015-2018, à utiliser dans les cadres de l'aide non-matérielle, de l'aide matérielle et de la coopération mondiale et régionale.

S'agissant du nouveau cadre post-2015 pour la PRC, l'Espagne, la Banque mondiale et d'autres ont souligné la nécessité d'y prendre en compte le changement climatique. Le Brésil a proposé que le cadre post-2015 pour la PRC s'attaque à la racine des catastrophes, identifiée comme étant la pauvreté et les inégalités. La Slovaquie et les Îles Cook ont déclaré qu'il n'est pas besoin d'un nouveau cadre, et ont appelé au renforcement du CAH à travers l'amélioration de la coopération internationale.

Au sujet des liens entre les processus multilatéraux, Fidji a appelé à la cohérence dans les discussions sur le financement, le programme de développement pour l'après-2015, la PRC et le changement climatique, tandis que le Royaume-Uni a proposé d'utiliser le processus du financement du développement (FdD) pour "intégrer le financement dans la PRC".

## LES SESSIONS DE TRAVAIL

**La gouvernance et la planification du développement aux niveaux national et local:** Rolf Alter, Organisation de la coopération pour le développement économique (OCDE), a modéré cette session qui a examiné le caractère changeant de la gouvernance des risques de catastrophe, et les possibilités d'investir dans ce secteur.

Ryosei Akazawa, ministre d'Etat du Cabinet Office, Japon, a souligné l'importance d'investir dans le "logiciel" des capacités humaines, ainsi que dans le "matériel" de l'infrastructure physique.

P.K. Mishra, Secrétaire principal supplémentaire du Premier ministre de l'Inde, a souligné que l'augmentation du développement du logement est l'occasion d'intégrer la PRC à travers des normes de construction et des incitations, et de procéder à la planification de projets "éclairés sur les risques".

Christiana Freitas, Université de Brasilia, a proposé de combler l'écart entre les lois "sur le papier" et leur mise en application, par la création de mécanismes de responsabilisation et un renforcement des mécanismes juridiques et normatifs, pour renforcer la PRC en tant que pratique.

D'autres conférenciers ont présenté les expériences nationales du Liban, de la Turquie et de la région du Pacifique.

**Evolutions du risque dans le monde:** Michelle Gyles-McDonnough, coordonnateur résident des Nations Unies en Malaisie, a présidé la session. Avec Andrew Maskrey, UNISDR, et le professeur Omar Dario Cardona, Université nationale de Colombie, elle a présenté l'édition 2015 du Rapport d'évaluation

mondial sur la prévention des catastrophes (REM 2015). Ce rapport conclut que, bien que des progrès significatifs aient été réalisés au cours des dernières décennies dans le domaine de la gestion des catastrophes, peu d'avancées ont été enregistrées dans celui du traitement des risques de catastrophe. Il constate également que certains risques de catastrophes d'ordre mondial sont de plus en plus importants, en raison du changement climatique. Pour réussir le traitement avec un nouveau paradigme du risque, le rapport suggère une réinterprétation de la gestion des risques de catastrophe, en la plaçant au cœur du processus de développement. Les conférenciers ont parlé de la nécessité de se concentrer non seulement sur les coûts économiques, mais aussi sur les vies humaines, et ont souligné l'importance de mener des études de risque mondiales pertinentes et accessibles aux communautés locales qui sont les plus touchées par les catastrophes.

**Application de la science et de la technologie à la prise de décision dans le domaine de la PRC:** Carlos Nobre, Centro Nacional de Monitoramento e Alertas de Desastres Naturais, a présidé la séance et a commencé en soulignant le rôle clairement défini de la science et de la technologie dans le cadre post-2015 pour la PRC.

Jerry Velasquez, UNISDR, au nom de Margareta Wahlström, a souligné que la science doit sous-tendre l'analyse du rapport coût-bénéfice que nécessitera le cadre et a introduit Dennis Wenger, du Groupe consultatif scientifique et technique de l'UNISDR, pour présenter les conclusions de l'édition 2015 du rapport du groupe, intitulé La science au service de la prévention des catastrophes.

Flavia Schlegel, UNESCO, a modéré cette session, durant laquelle les conférenciers ont parlé des développements scientifiques et technologiques survenus dans la PRC au Japon, dans les pays africains, aux Amériques, dans les pays de la Ligue arabe et dans l'UE. Gordon McBean, Conseil international pour la science, parlant au nom du Comité principal des sciences et technologies, a souligné le rôle du Comité dans l'amélioration de la coordination au sein de la communauté scientifique pour la fourniture de produits plus efficaces aux décideurs.

**Réduire le risque d'épidémies et de pandémies:** Bruce Aylward, Organisation mondiale de la Santé (OMS), a modéré la session. Il a décrit les nouveaux défis et risques d'épidémies et de pandémies, qui découlent du changement climatique, de l'urbanisation, de la déforestation et d'autres évolutions mondiales. Les conférenciers ont partagé leurs expériences dans le domaine de la lutte contre les épidémies, les pandémies et les risques de catastrophe qui s'y rapportent, en Thaïlande, en Suède et au Libéria, plaçant un accent particulier sur les épidémies d'Ebola, du SRAS, de grippe H1N1 et des VIH/sida, au cours des dernières années. Evoquant les stratégies pour l'amélioration de la gestion des risques de pandémie et d'épidémie à l'échelle mondiale et nationale, les conférenciers ont identifié, entre autres, ce qui suit comme étant des éléments clés: la coordination intersectorielle; l'adoption d'une approche communautaire; la mise en application du Règlement sanitaire international (RSI); et le renforcement de l'échange international des données et des bonnes pratiques. Aylward a conclu que la récente épidémie d'Ebola démontre que "nous ne sommes pas préparés à faire face aux pandémies" et qu'il s'agit là d'un domaine central qui nécessite une attention particulière dans le cadre post-2015 pour la PRC.

## DANS LES COULOIRS

Les délégués sont arrivés à la deuxième journée de la Conférence, prêts à s'attaquer aux questions les plus controversées touchant au cadre: le financement, le transfert de technologie et le principe des RCMD dans le contexte de la PRC. Dans la discussion sur les considérations générales relatives à la coopération internationale, des lignes familières ont été dessinées dans le sable - les pays en développement souhaitant un financement supplémentaire dans le cadre de l'aide publique au développement et les pays industrialisés insistant sur le fait que tout financement supplémentaire doit provenir de toutes les sources, y compris celles nationales. Une délégation a été applaudie pour avoir souligné que "si cette discussion est sur les moyens nationaux, nous ne serions pas venus ici et nous aurions eu un processus de consultation national sur le financement de la PRC". Beaucoup ont salué le transfert du débat à une session encore plus informelle, en espérant que des échanges francs y aideront à dégeler les conditions de négociation glaciales actuelles.